

Bretagne : 200 élus réclament un référendum sur le rattachement de la Loire-Atlantique

Par Le Figaro avec AFP
Publié à l'instant



De nombreuses collectivités se sont également prononcées en faveur de cette consultation. THOMAS BREGARDIS / AFP

La Loire-Atlantique appartient actuellement à la région Pays de la Loire. Une pétition en ce sens avait recueilli 105.000 signatures en 2018.

Plus de 200 élus de tous bords politiques et un millier d'associations ont demandé vendredi 18 février aux candidats à la présidentielle de s'engager à organiser un référendum sur le rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne.

«*Nous vous demandons de vous engager à enclencher, en tant que président de la République, le processus législatif qui permettra aux électeurs de Loire-Atlantique de voter en 2024 sur leur souhait, ou non, de rejoindre la Région Bretagne*», écrivent les signataires, parmi lesquels on compte plusieurs fédérations culturelles ainsi que le réseau «*Produit en Bretagne*» (475 entreprises). «*Nous ne demandons pas la lune, nous souhaitons simplement l'organisation d'un vote!*», ajoutent-ils, en rappelant qu'une pétition en ce sens avait recueilli 105.000 signatures d'électeurs de Loire-Atlantique en 2018 (plus de 10% des inscrits).

«Solder la question»

De nombreuses collectivités se sont également prononcées en faveur de cette consultation: conseil départemental de Loire-Atlantique, conseil régional de Bretagne, villes de Nantes, Rennes, Brest, Vannes, etc. La Loire-Atlantique appartient actuellement à la région Pays de la Loire. «*Cela fait 50 ans que le débat*

sur la réunification de la Bretagne perdue. Il est temps aujourd'hui de solder cette question de façon démocratique», a souligné auprès de l'AFP Christophe Prugne, président de l'association «*A la Bretonne*», à l'origine de l'initiative.

Il promet «*une série d'actions interpellant les candidats pour obtenir des engagements fermes sur l'organisation d'un vote*». Un drapeau breton de 1400 m² doit notamment être déployé dimanche matin face au château des Ducs de Bretagne, à Nantes. Parmi les signataires de la lettre ouverte, figurent notamment le député LR Marc Le Fur, la maire PS de Paimpol Fanny Chappé, la conseillère régionale EELV Claire Desmares, le député LREM Yannick Kerlogot ou le président LR du conseil départemental du Morbihan David Lappartient.